

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 30/06/2022 de l'établissement Blanchisserie Teinturerie WARTNER implanté 18 BIS QUAI CARNOT 92210 ST CLOUD, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.



**PRÉFET
DES HAUTS-
DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 8 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Blanchisserie Teinturerie WARTNER

18 BIS QUAI CARNOT
92210 ST CLOUD

Références : 88091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement Blanchisserie Teinturerie WARTNER implanté 18 BIS QUAI CARNOT 92210 ST CLOUD. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Blanchisserie Teinturerie WARTNER
- 18 BIS QUAI CARNOT 92210 ST CLOUD
- Code AIOT dans GUN : 0007407393
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Wartner exploitait une blanchisserie et un pressing à l'échelle industrielle sur la commune de Saint-Cloud depuis 1993. L'exploitant a déposé au mois de décembre 2021 un dossier de cessation d'activité prévue au plus tard le 30/06/22. Les opérations de mise en sécurité du site ont débuté le 01/06/22 et ont cessé le 29/06/22.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôler la mise en sécurité du site par l'exploitant conformément à l'article R.512-39-1 II du code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a mis en sécurité le site conformément à l'article R. 512-39-1 II du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'exploitant a notifié au préfet le 21/12/21, la mise à l'arrêt définitif la date de cet arrêt prévue au plus tard le 30/06/22. L'exploitant a respecté le délai de préavis de trois mois requis lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a évacué l'ensemble des équipements utilisés dans le cadre de son activité de blanchisserie. Les deux cuves enterrées contenant du perchloéthylène ont été vidées, curées et nettoyées. . De même, les deux cuves aériennes ont été vidées, curées et nettoyées. Les deux cuves aériennes ont été déposées. Les cuves enterrées seront déposées par le repreneur. La station de traitement des eaux a été mise à l'arrêt et l'exploitant a procédé à son démantèlement. Les équipements liés à l'activité de blanchisserie ou teinturerie telles les machines à laver, sécher et repasser le linge ont été intégralement déposées. Les fûts ou les bidons de lessiviels ont été évacués. Le site est entièrement clôturé. Le gaz et l'électricité ont été coupés. Des extincteurs restent présents sur site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet